

LA PERCEPTION DE L'ÉCOLE CHEZ LES PASTEURS PAR LA MODERNISATION DE L'ÉLEVAGE : ECHOGRAPHIE D'UN PARTENARIAT AUTOUR D'UNE INNOVATION DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL.

Ibrahima Diop Gaye assistant, ESEA/UCAD

RESUME

Cet article rend compte des résultats d'une étude sur le partenariat entre une unité de transformation de lait et des pasteurs de la vallée du fleuve Sénégal et de ses effets supposés sur la perception que ceux-ci ont de l'école. Les enquêtes ont concerné un échantillon de cent pasteurs choisis au hasard et les résultats indiquent que 82% des sujets sont analphabètes et ont pour activité principale le pastoralisme. Ils développent des attentes diversifiées de leur activité et 26% d'entre eux ont inscrit la totalité de leurs enfants à l'école, bien que la scolarisation des enfants soit confrontée à de nombreuses contraintes comme la mobilité, l'éloignement des campements de l'école ou encore l'absence des enseignants. Ils estiment que l'école est une source d'acquisition de connaissances mobilisables à la fois dans les processus de négociation ainsi que dans la réflexion sur leurs projets de développement. En majorité, les pasteurs déclarent que leurs enfants souhaitent aller à l'école du fait des nombreux avantages associés à cette possibilité notamment, : (i) la possibilité d'avoir une ouverture sur le monde extérieur ; (ii) l'acquisition de connaissances permettant de développer l'élevage et les activités connexes (iii) les capacités à initier et à mettre en exécution des projets pour développer leur activité et améliorer leurs conditions de vie et (iv) la disposition de compétences requises pour aider leurs parents dans la gestion du troupeau et la modernisation de l'activité en général.

ABSTRACT

This article reports results of a study on the partnership between a unity of transformation of milk and the ministers of the valley of the Senegal River and its supposed effects on the perception which these have of the school.

Inquiries concerned a sample of hundred ministers chosen at random and the results indicate that 82 % of the subjects are illiterates and have for main activity the pastoralism. They develop expectations diversified by their activity and 26 % of them registered the totality of their children to the school,

although the schooling of the children is confronted with numerous constraints as the mobility, the estrangement of the camps of the school or still the absence of the teachers. They consider that the school is a source of acquisition of mobilizable knowledge at the same time in the processes of negotiation as well as in the reflection on their development projects. For the greater part, the ministers declare that their children wish to go to the school because of the numerous advantages associated to this possibility in particular: : I) the possibility of having an opening on the outside world; ii) the acquisition of knowledge allowing to develop the breeding and the related activities iii) capacities to be introduced and to be put pursuant to the projects to develop their activity and improve their living conditions and iv) the arrangement of skills required to help their parents in the management of the herd and the modernization of the activity generally.

INTRODUCTION

La fréquentation de l'école par les enfants de pasteurs a toujours été difficile à cause de la mobilité de leur communauté, pendant que la sédentarisation tant dogmatisée des pasteurs comme solution aux problèmes généraux qu'ils rencontrent, reste généralement inopérante. A l'heure de la réalisation impérative des Objectifs du Millénaire de Développement, une étude sur les enfants des pasteurs quant aux possibilités qui leur sont offertes d'accéder à l'éducation, n'est certes pas nouvelle. Cependant, y revenir semble d'actualité surtout quand cela s'inscrit dans un contexte d'innovation qui marque d'une forte empreinte le mode de fonctionnement du système pastoral dans son ensemble.

Pourtant, loin d'être un souci marginal, l'école et l'alphabétisation constituent une préoccupation pour les communautés des pasteurs (Barry, 2009). Ces dernières, bien que maîtrisant faiblement le fonctionnement de l'école, et se considérant comme les exclus d'un système dont elles seraient la cible non viable, en sont venues à renforcer leur conviction déjà profonde de ne pouvoir assurer leur reproduction sociale qu'à travers la pérennisation de leur propre mode de vie. Les succès très mitigés de la scolarisation des enfants de pasteurs selon différentes expériences, notamment l'initiation de projets

(école nomade au Tchad avec l'UNICEF, ...) confortent dans l'idée que l'école en milieu pasteur, *'' doit être imaginée et conçue par les éleveurs eux-mêmes, une école qui convient à leur culture et qui la respecte. Elle ne doit pas les transfigurer, elle doit les préparer à participer aux enjeux nationaux, et mondiaux avec leur âme et leurs valeurs''* (Barry, ibid)

Dans la même lancée, Bonini (1995), affirme que l'école n'est pas toujours perçue comme un moyen de réussite sociale en milieu pasteur en effet, un mauvais résultat à l'examen de fin de primaire - qui signifie l'impossibilité pour l'enfant de poursuivre dans une école secondaire publique - n'est pas considéré comme un échec par la majorité des parents. Dès lors, les notions d'échec ou de réussite scolaire telles qu'elles sont utilisées en sociologie de l'éducation se révèlent insuffisantes pour décrire la réalité de l'école chez les Masai.

Pendant que de nombreuses études attestent du rôle primordial de la mobilité au maintien de l'élevage pastoral, enjeu majeur pour nos pays, les conditions de sa pratique restent de plus en plus critiques au rythme des mutations actuelles et des changements globaux qui marquent profondément les conditions d'exercice du pastoralisme dans nos régions. Aussi, la référence à la tradition devient-elle problématique, d'autant plus qu'au Sénégal, la superposition de la loi sur le Domaine national aux régimes fonciers traditionnels favorise l'arrimage graduel des pratiques des producteurs à la réglementation et réduit les opportunités d'expression des solutions reliées au mode de vie. (Gaye, 2010).

C'est dans cette foulée que des questions surgissent, notamment celles de savoir : quelle place réserver à l'école dans un tel contexte ? ou encore, quelles sont les conditions de son ancrage en milieu pastoral ?

Ces interrogations qui sont restées sans réponse pour le Sénégal, ont servi de fondement à notre étude qui porte sur une expérience de modernisation de l'élevage pastoral

et de ses effets supposés sur la perception de l'école chez les pasteurs de la vallée du fleuve Sénégal, partenaires privilégiés de ladite expérience. Elle présente les résultats d'une enquête effectuée auprès d'un échantillon de 100 pasteurs représentatifs des partenaires de la Laiterie du Berger (LdB). au cours du dernier trimestre de l'année 2011.

L'hypothèse de base de la présente étude, est de postuler que le partenariat entre les pasteurs de la vallée du fleuve Sénégal et la Laiterie du Berger influence leur perception de l'école.

Ce contact avec une innovation revêt ici les formes d'une expérience de partenariat entre une firme de transformation de lait et des pasteurs de la vallée du fleuve.

Cet article a pour objectif de procéder à l'analyse des effets du partenariat entre une unité de transformation de lait dénommée Laiterie du berger et des pasteurs de la vallée du fleuve Sénégal sur la perception que ceux-ci ont de l'école.

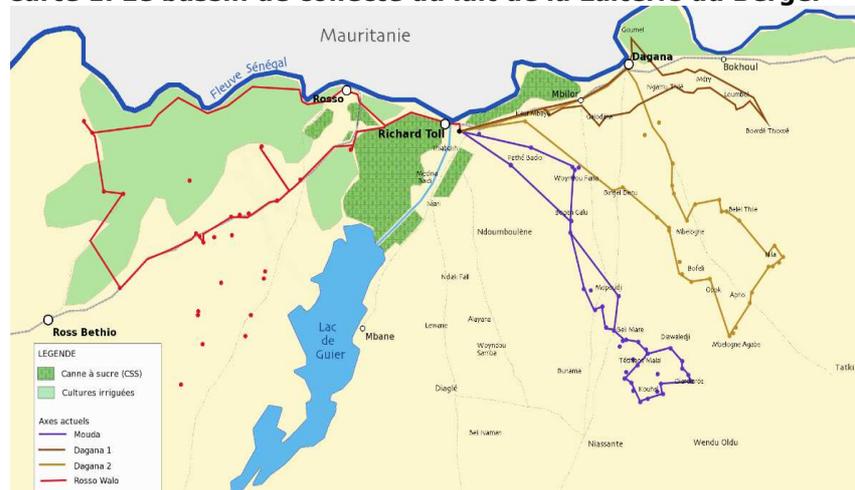
1. Brève présentation de la zone

Les partenaires de la Laiterie du Berger se trouvent dans les communautés rurales du département de Dagana, qui est situé dans le Delta du fleuve Sénégal, une région qui s'étend sur 500 km², de Saint-Louis à Dagana (Dia. Et al. 1991). Cette partie du pays, depuis l'indépendance, a retenu l'attention des autorités sénégalaises pour être le lieu d'application des politiques d'aménagements hydro agricoles. La création, en 1965, de la SAED matérialise cette ferme volonté de la part des pouvoirs publics d'assurer un développement économique et social en général et hydro agricole, en particulier dans le Delta.

Elle constitue une zone d'inondation du fleuve qui imprime à cette zone écologique une personnalité particulière liée à ses caractéristiques hydro agricoles. C'est dans cette région que la LdB a défini des secteurs appelés axes de collecte. Les pasteurs appartiennent chacun à un axe qui

regroupe plusieurs villages ou campements et qui sont parcourus quotidiennement par les agents de LdB pour collecter le lait. Les pasteurs sont répertoriés chacun sous un numéro appelé aussi bidon. Sur le plan des ressources naturelles, la région est soumise à une dynamique de désertification malgré ses ressources en eau et le bétail est obligé de transhumner dès la fin du mois d'octobre pour à la recherche de pâturages et d'eau.

Carte 1. Le bassin de collecte du lait de la Laiterie du Berger



2. Revue littéraire

Deux grands axes structurent cette revue littéraire qui se propose de faire le point de la question de la scolarisation des enfants de pasteurs. Il s'agit d'abord, de rappeler les obstacles majeurs à la volonté des Etats et des parents à scolariser les enfants, ensuite, la perception que partagent ou développent les parents quant au rôle d'insertion socioéconomique de l'école, ainsi que l'initiation d'écoles mobiles comme solution pour l'avenir.

L'implantation de l'école dans les pays en développement et en milieu rural en particulier après les indépendances de ceux-ci a d'abord, procédé d'une volonté de développement (Lange, 1991), avant de constituer un désir de réduire les inégalités entre le milieu rural et le milieu urbain. C'est ainsi que par endroit, on observe des

politiques éducatives résolument tournées vers l'appui à la production sur la base d'une forte mobilisation de la jeunesse. (Chamungwana, 1988)¹.

Une bonne partie des auteurs qui se sont saisis de la question de la scolarisation des enfants de pasteurs, insistent sur les principaux facteurs qui la rendent difficile, notamment leurs déplacements saisonniers réglés par les besoins du bétail, d'une part, et la quasi inexistence de mesures d'accompagnement visant à faciliter l'accommodation de l'école à leur mode de vie, d'autre part. Ce à quoi s'ajoutent, faut-il le souligner, des choix politiques qui, tout compte fait, restent assez défavorables aux pasteurs, comme le mentionnent *Bonnet & Guibert (2011, p.5)* :

'Les communautés pastorales sont les premières exclues des services sociaux primaires (santé, éducation). Ces communautés demeurent trop souvent oubliées des programmes de développement et de décentralisation et sont rarement ciblées par les investissements publics. Pourtant, les services sociaux de base, au premier rang desquels l'éducation et la santé, sont primordiaux pour les communautés pastorales''.

Poussant leur analyse, ces deux auteurs, en reconnaissant la valeur essentielle de l'école, insistent sur des facteurs structurels et estiment :

'L'éloignement et la faible densité font qu'il est difficile d'y attirer les enseignants qualifiés ; l'insuffisance ou l'inadéquation des infrastructures éducatives ; les curricula éducatifs sont rarement adaptés au mode

¹ La résolution de Musoma en 1974.

"L'éducation pour l' autosuffisance vise à resocialiser la jeunesse [...] en la préparant à vivre et à produire à la campagne dans un cadre communautaire. Cela signifie aussi qu'à chaque degré, l'éducation doit être complète et, grâce à l'acquisition des connaissances scolaires, mais aussi d'aptitudes pratiques tant agricoles que non agricoles, permettre aux élèves d'entrer dans la vie active''.

de vie pastoral ; l'absentéisme enfants pasteurs fortement sollicités pour les travaux de main-d'œuvre. La faible disponibilité d'emplois en dehors du secteur de l'élevage ralentit l'offre de formation de niveau secondaire. Enfin l'insécurité peut constituer une menace à la scolarisation". (ibid).

2.1. La scolarisation des enfants : un droit dans un contexte complexe

La scolarisation obligatoire des enfants de 6 à 16 ans est un droit difficilement contestable certes, mais pour autant s'inscrit t-il aussi naturellement dans les valeurs communautaires au Sénégal comme on serait tenté de le penser ? Cette question résume à elle seule toute la complexité du phénomène du travail des enfants comme en attestent de nombreuses recherches. En effet, Pilon (2003) démontre la nécessité de déterminer les processus domestiques sous-jacents à la décision d'envoyer à l'école un garçon ou une fille résidant dans un ménage. Selon cet auteur :

"...plus souvent que pour les garçons, la scolarisation des filles se révèle être « une scolarisation sous conditions » (Lange, 1998). Ces processus varient d'une culture à l'autre. Comme l'a montré Goody (1982) il y a vingt ans, ils varient notamment du fait que le "fostering" (tutorat ou confiage) peut servir des fonctions distinctes selon les milieux culturels, et différentes selon le sexe (Clignet et Pilon, 2000). D'un côté, la mise à l'école peut être le motif du confiage de certains enfants ; d'un autre côté, le confiage peut carrément empêcher la scolarisation". (ibid).

Clignet (1994, p.115) dans ses travaux conforte cette position :

" ...en soulignant l'impact du milieu économique ou socioculturel global sur la demande d'éducation, on oublie indûment

les variations intra-familiales (...) La scolarisation dépend alors à la fois du statut familial des enfants, de leur sexe et de leur résidence”.

Après ces éclairages, il faut souligner que le Sénégal est un pays de pratiques et de traditions séculaires liées tant à la religion qu'à des coutumes, qui, bien qu'ayant des conséquences immédiates sur le statut et les droits des personnes, n'ont malheureusement pas pu trouver de reflet dans le système juridique sénégalais. Une situation qui préoccupe plusieurs acteurs de développement et défenseurs des droits de la personne et qui fait relever au Ministère de la justice du Sénégal :

*“Ainsi, le pays connaît une série de comportements socioculturels très répandus qui se situent dans le secteur dénommé « informel », dépourvus de toute forme de contrôle par les services de l'Etat. De telles pratiques qui trouvaient originellement dans leur contexte socioculturel des formes de contrôle propres aux sociétés solidaires, sont désormais privées de toute forme d'équilibre. En effet, ni la structure sociale, désormais éclatée, ni l'Etat ne sont en mesure d'accompagner de telles pratiques et d'éviter les éventuels abus”.*²

Ces précisions qui caractérisent le contexte ouest africain en général, tout en révélant l'impérieuse nécessité de documenter la base de connaissance sur cette problématique, mettent en relief les facteurs spécifiques que tout dispositif de protection des enfants et de leur scolarisation devrait intégrer.

Sur la base d'un ensemble de considérations tant d'ordre social que politique et économique, le Sénégal a élaboré en février 2006 un Plan cadre national pour la prévention

² Analyse et Plan National d'Action de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Ministère de la Justice p. 15

et l'élimination du travail des enfants, avec en priorité les pires formes de travail des enfants.

Cette vision sur la question du travail des enfants souvent orientée vers la victimisation, devrait toutefois être relativisée. En effet, si l'on admet que la mobilité (qui peut générer ou favoriser des situations douloureuses, dangereuses et nuisibles pour les enfants ; ou qui peut placer l'enfant en situation illicite ou illégale.) peut amplifier le phénomène du travail des enfants, comme en attestent les recherches dont celles effectuées par le Plan Waro. Des études qui révèlent que ces enfants ne sont pas que des victimes car selon ce plan:

“ Lorsque l'on écoute avec attention les paroles des enfants et des jeunes, le choix de la mobilité apparaît comme une réalité fréquente dès l'âge de 12 ans, avec un taux très élevé chez les enfants âgés de 14 à 18 ans. La prise en compte des points de vue exprimés relativise une certaine perception des enfants comme de simples mineurs, fragiles et immatures, incapables d'entrer de manière active dans la mobilité et de s'attacher à la réalisation d'un projet lié à cette mobilité. Il met en relief, au contraire, le rôle social que sont prêts à jouer certains enfants et leur prise de responsabilité à travers la mobilité”. (p.35)³

Si un tel point de vue semble conférer au travail des enfants un caractère ambivalent, la réglementation des pays est de plus en plus influencée par la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) du 20 novembre 1989 ratifiée par le Sénégal. Ladite Convention précise en son article 3, alinéa 2:

³ Projet régional commun d'étude sur les mobilités des enfants et des jeunes en Afrique de l'Ouest et

“tous les États parties s’engagent à assurer à l’enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées”

Le mode de vie des sociétés pastorales s’accommode difficilement de cette loi et comme mentionné dans le Plan Waro :

“ Le retrait de l’enfant de l’école pour partir en mobilité n’est donc pas forcément perçu par l’enfant et son entourage comme une atteinte au droit à l’éducation, surtout si la mobilité offre d’autres opportunités éducatives” (p.11).

2.2. La perception de l’école en Afrique : bref état des lieux

La perception de l’école est inséparable de la signification sociale de l’enfant dans la famille et au sein de la communauté. Elle reste étroitement liée aux caractéristiques socioculturelles des communautés plus particulièrement chez celles qui attendent de l’enfant, dès l’âge de sept ans, une contribution aux activités économiques. C’est ainsi que celui-ci consacre une part importante de son temps aux activités de sa famille naturelle comme de sa famille d’accueil. Une attitude qui est pourtant très souvent contraire à la législation en vigueur qui rend obligatoire la scolarisation de l’enfant de 6 à 16 ans, à l’image de celle du Sénégal.

A cette contribution économique non négligeable des enfants, s’ajoute la conception négative associée à la scolarisation des filles notamment en milieu rural. C’est ainsi que de son expérience kenyane à ce sujet, Perucca (2010) rapporte :

'Très minoritaires, les filles sont tout de même représentées. Mais la résistance des familles à les scolariser reste forte. Les filles risquent d'être gâchées. En plus elles sont les meilleures au travail...'

Cet auteur, dans un article consacré aux conditions de fonctionnement d'une école mobile appuyée par l'UNICEF au Kenya rapporte :

'La lampe accrochée aux feuillages de l'acacia en témoigne : la classe commence tôt et s'achève tard dans l'après-midi pour les enfants du lieu-dit Saka junction, un campement installé à quelque 80 kilomètres de Garissa, une ville située dans le nord-est du Kenya. Une journée d'école coupée en deux, l'essentiel du temps restant est consacré aux chèvres, buffles et chameaux, qu'il faut garder et mener aux pâturages. Demain, dans quelques jours ou dans quelques mois, le tableau sera accroché à un autre arbre, à quelques dizaines de kilomètres de là. Ici, dans ces provinces déshéritées du pays où vivent plus de 5 millions de personnes, les écoles suivent un rythme qui épouse le quotidien et surtout le va-et-vient de ces éleveurs somalis qui peuvent, au cours du même mois, bouger jusqu'à deux ou trois fois et parcourir des centaines de kilomètres dans l'année.

En atteignant les enfants là où ils vivent, les écoles mobiles représentent une solution à long terme pour permettre aux enfants des familles d'éleveurs de combler leur retard. En outre, la soixantaine d'écoles d'internes de Turkana permettent, souvent avec l'aide de l'UNICEF, aux enfants d'éleveurs nomades de rester à l'école pendant que leurs parents se déplacent''.

Ce mode de fonctionnement, au-delà d'une volonté politique, traduit une acceptation sociale de l'école par les parents, ainsi qu'un désir des enfants de se scolariser pour mieux s'adapter au contexte actuel en pleine mutation et dans lequel savoir lire et écrire sont des compétences minimales nécessaires.

L'expérience des écoles mobiles s'est aussi déroulée au Tchad où s'est exprimée une très grande motivation des enseignants qui suivaient les familles d'éleveurs dans leurs déplacements. Cette réponse assez circonscrite à la demande d'éducation gagnerait à être élargie aux autres pays où la transhumance reste encore pratiquée.

Si la scolarisation des enfants de pasteurs a toujours rimé avec difficultés, il est de plus en plus constaté une volonté soutenue des pouvoirs publics et des organisations de la société civile (associations de développement, collectivités locales et ONG entre autres) d'agir dans le sens de faciliter l'accès à l'éducation au plus grand nombre.

C'est ainsi qu'avec le Programme Décennal pour l'Éducation et la Formation⁴ (PDEF), les politiques éducatives ont connu divers changements sous l'impulsion d'une série de fora et de rencontres internationaux, régionaux et nationaux. C'est dans le contexte de mise en œuvre de ce Programme, que l'Etat du Sénégal a obtenu l'appui du PNUD sur le "*suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement*". L'objectif principal est d'assurer une éducation de base à tous d'ici à 2015 tout en accélérant le taux d'alphabétisation des 15-24 ans.

Ce contexte global, est caractérisé dans notre zone d'étude, par une innovation qui consiste en l'intervention

⁴ Conformément à sa politique de réduction de la pauvreté et en relation avec les OMD, le Sénégal a initié avec l'appui des partenaires financiers, le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation, dont la préparation avait débuté en 1996 et a permis de capitaliser un ensemble de démarches approfondies et inscrites dans un cadre politique qui identifie, hiérarchise et planifie les priorités du gouvernement, harmonise et organise les interventions. Il prit les contours d'un cadre d'opérationnalisation des objectifs de la Déclaration Mondiale sur l'Éducation qui vise à : (i) démocratiser l'accès à l'éducation de base, (ii) améliorer la qualité des apprentissages et (iii) rendre plus efficiente la gestion du système. La première phase de ce Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) a été mise en œuvre entre 2000 et 2004, et la deuxième de 2005 à 2007.

d'une entreprise de transformation de lait et de fabrication de produits laitiers dénommée LdB qui agit dans le cadre d'un partenariat avec des éleveurs fournisseurs de lait auxquels elle fournit un appui en termes d'accès à l'aliment de bétail, aux soins de santé animale et de constitution de réserves fourragères par la réalisation de mise en défens (parcelles protégées contre toutes formes d'utilisation et uniquement destinées à régénérer de la végétation).

La livraison à crédit de compléments alimentaires de saison sèche à 250 de ses fournisseurs et la construction de puits dans le périmètre de collecte (environ 35 km autour de Richard Toll) ont permis d'atténuer l'irrégularité saisonnière des approvisionnements.

Ce partenariat initié depuis 2006 permet à la LdB d'accéder à un approvisionnement régulier et relativement suffisant de lait pour exercer ses activités de transformation du lait. Il demeure aussi un moyen qui modifie très significativement le comportement des éleveurs partenaires qui se sentent de plus en plus obligés de se sédentariser dans leur terroir d'attache pour honorer leur engagement vis-à-vis de ce partenaire.

A ce choix de nouer un contrat avec une entreprise laitière, est associée une série de changements du mode d'organisation des pasteurs, parmi lesquels (i) la vente de lait par les hommes alors que traditionnellement cette activité était exclusivement féminine, (ii) la sélection et la supplémentation de vaches laitières ou encore (iii) la possibilité d'envoyer tous ou partie des enfants à l'école, du fait du maintien d'une bonne partie de la famille sur place.

Suite à ce constat, nous est venu à l'idée de tester l'effet du partenariat LdB/ pasteurs sur la perception de l'école par ces derniers et les éventuelles pratiques qui lui seraient associées.

3. Matériels et méthode

Dans le cadre de la présente étude, la démarche méthodologique adoptée a commencé par une revue documentaire qui a permis de rassembler un ensemble d'ouvrages, de revues, de bulletins, de rapports, et divers travaux en relation avec la question étudiée. Cette étape fut suivie de la construction des outils de collecte de l'information notamment le questionnaire et le guide d'entretien tous deux portant sur de items spécifiques à l'école et à sa compatibilité avec l'activité d'élevage.

C'est également l'occasion de mentionner que ce travail s'inscrit dans un projet d'intensification écologique de l'élevage avec un premier travail de recension ou d'appréhension des rapports entres les différentes acteurs, de leurs rôle, attentes et perceptions dans le domaine de l'élevage. Un échantillonnage stratifié a été effectué selon les axes de collecte et un tirage au sort a permis de choisir les cent sujets qui ont été retenus.

Ces derniers appartiennent à des communautés rurales de la vallée du fleuve Sénégal et ont été choisis sur la base du réseau de collecte de lait mis en place par la LdB. Celui-ci est composé de quatre axes de collecte tels que présentés sur la carte de la page suivante.

Tableau 1. Répartition des sujets selon les axes de collecte

Axes	Population	Pourcentage de la population	Taille de l'échantillon
Axe Mouda	138	34,59	35
Axe Rosso	52	13,03	13
Axe Dagana1	110	27,57	27
Axe Dagana 2	99	24,81	25
Total	399	100	100

Source. Gaye, 2012.

4. Résultats et discussion

En ce qui concerne les caractéristiques de nos sujets, rappelons qu'ils sont composés de 72% d'hommes et 28% de femmes et sont essentiellement analphabètes (82%). Le niveau d'instruction est plus faible chez les femmes où l'on rencontre 92% d'analphabètes. Ils ont tous pour activité principale l'élevage de bovins et de petits ruminants (moutons et chèvres) complétés par des équins et d'azins qui assurent le déplacement et le transport d'eau.

Notre population développe des attentes assez diversifiées de l'élevage, contrairement aux préjugés qui sont développés à leur endroit comme étant des acteurs résistants à la modernité.

Tableau 2. Relation entre les négociations prioritaires et attentes de l'élevage

Effectif	Qu'est ce que vous attendez de l'élevage1 ?				
	Un élevage moderne capable de nourrir le monde	Un élevage qui va nous permettre d'exercer d'autres activités	Elevage qui peut satisfaire la demande en lait et viande	Un élevage dynamique qui utilise peu de ressources fourragères	
Quelles sont les négociations prioritaires pour l'élevage?	*Mode de conduite du troupeau	25	1	33	3
	*Utilisation de l'aliment usiné	19	0	15	1
	*Gestion des périmètres aménagés	2	0	0	2

Source : Gaye, 2012

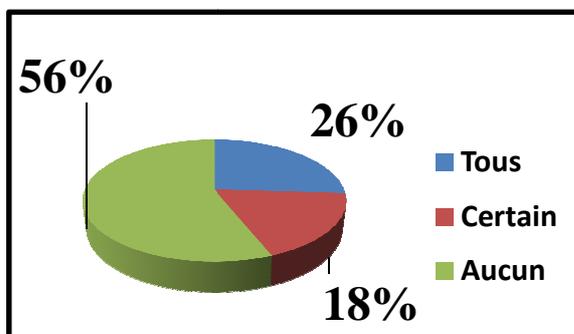
La lecture de ce tableau renseigne sur le niveau d'aspiration des pasteurs qui font preuve d'une maîtrise

des enjeux de l'élevage en général et de sa place dans le développement de la région et du pays. Leurs réponses traduisent aussi une prise de conscience d'un ensemble de facteurs caractéristiques d'un environnement nouveau où la survie de leur activité dépend de leurs possibilités à générer des stratégies d'adaptation. En effet, l'époque des effectifs d'animaux limités, de l'abondance des pâturages, de l'eau est loin derrière eux. C'est pourquoi les objets de négociation qu'ils privilégient comme étant prioritaires relèvent globalement de la modernisation de l'élevage, une situation pour laquelle l'école aide à mieux s'adapter.

Sur un autre plan, les informations recueillies auprès de l'échantillon permettent de constater que dans la zone d'étude, 26% des éleveurs pasteurs ont inscrit et envoyé la totalité de leurs enfants scolarisables à l'école, et que 18% d'entre eux ont une partie des enfants qui fréquentent l'école. (cf. graphique n°1). Ce taux qui est relativement faible comparé au taux national dépassant les 60 % est en revanche assez important comparé à ce qu'il était dans le passé. Sa faiblesse relative s'explique par plusieurs raisons, notamment l'insuffisance des écoles dans la zone essentiellement rurale.

Toutefois, la grande majorité reste encore très peu sensible à la nécessité d'offrir à leurs enfants la possibilité, par l'école, d'accéder à d'autres moyens et voies d'insertion et de promotion sociales autres que l'élevage traditionnel.

Graphique 1. Nombre d'enfants qui sont à l'école



En effet, parmi le groupe de pasteurs qui n'ont inscrit aucun de leurs enfants à l'école et qui représentent 56%

de l'échantillon, une bonne partie a opté pour l'école coranique qu'elle juge plus accessible car ne nécessitant aucune charge financière, ce dont ils sont très sensibles.

Par ailleurs, selon les axes de collecte de la laiterie, plusieurs raisons fondent les pasteurs à envoyer leurs enfants à l'école. Selon eux, la première raison est l'acquisition de connaissances mobilisables dans la réflexion sur leurs propres projets de développement de l'élevage. Ils estiment aussi que ces connaissances constituent un puissant moyen pour construire des capacités à négocier aussi bien avec l'Etat face auquel ils se sentent toujours en position de faiblesse, qu'avec des partenaires qui souhaiteraient initier des projets d'appui au développement du pastoralisme en particulier.

Le fait de voir son propre enfant tenir le cahier de collecte et faire le point sur la quantité de lait fourni par le ménage à la LdB est un motif de fierté, surtout quand d'autres viennent solliciter ses services jusque dans son campement. C'est ainsi qu'ils manifestent à la première occasion, leur disposition à appuyer l'école par une contribution en nature à la cantine scolaire qui facilite le maintien des enfants à l'école surtout aux heures chaudes de la journée en leur offrant un déjeuner. Ce qui évite le déplacement à mi journée et les pertes de temps compte tenu de la distance entre les campements et les écoles.

Dans la même lancée, les pasteurs imputent à l'ignorance les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent comme, entre autres, leur marginalisation dans le débat du développement du pays. Ainsi, ils déclarent presque tous (88%) que leurs enfants désirent aller à l'école et méritent d'être appuyés pour un accès équitable à l'éducation. Plusieurs raisons fondent ce désir, plus particulièrement : (i) la possibilité d'avoir une ouverture sur le monde extérieur ; (ii) l'acquisition de connaissances permettant de développer l'élevage et les activités connexes (iii) les capacités à initier et à mettre en exécution des projets pour développer leur activité et améliorer leurs conditions de vie et (iv) la disposition de compétences requises pour aider leurs parents dans la

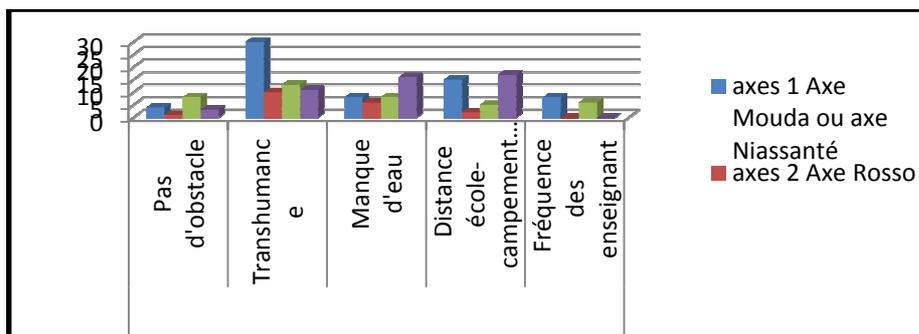
gestion du troupeau et la modernisation de l'activité en général.

Ces diverses raisons qui aux yeux des pasteurs sont porteuses de changement et méritent soutien du point de vue des parents (90% des enquêtés). Un soutien qu'ils attendent des autorités nationales, des élus locaux et des partenaires au développement.

Seule une proportion de 8% trouve la scolarisation des enfants non-conforme à leur tradition, car selon les tenants de cette opinion, toute tentative de scolariser les enfants se traduirait par un détournement de ceux-ci des activités rurales, ce qui menacerait leur mode de vie qu'ils ont tant réussi à sauvegarder à travers les âges. Cette fraction est aussi celle qui semble la plus fataliste quant à l'amélioration non désintéressée de l'élevage. Cette position qui n'est pas nouvelle, traduit la crainte de tomber dans le piège du projet sédentariste encore cher à l'Etat à leurs yeux.

En effet, comme le rappelaient Grosmaire (1957), puis Porteres (1952), le projet sédentariste de l'Etat, hérité de l'époque coloniale, est présenté sous la forme de modernisation de l'élevage, articulée autour de l'approche génétique. Un projet qui a toujours soulevé un problème culturel complexe, celui de savoir comment l'articuler aux réalités culturelles ? Une interrogation plus qu'actuelle qui interpelle les chercheurs et les politiques. Malgré leur désir affirmé d'envoyer les enfants à l'école, les pasteurs font face à de nombreux et redoutables obstacles pour le maintien de ceux-ci dans le système scolaire comme l'indique le graphique ci-dessous :

Graphique 2. Contraintes majeures de l'envoi des enfants à l'école



Source : Gaye, 2012

Le graphique ci-dessus indique les contraintes principales que rencontrent les pasteurs pour envoyer leurs enfants à l'école. Il s'agit d'abord, de la mobilité de ce groupe social avec une fraction de 64% des enquêtés qui affirme qu'au moment de la transhumance, c'est toute la famille qui se déplace y compris les enfants en âge de scolarisation. Sous cet angle, la transhumance constitue un grand obstacle à la scolarisation dans les pays sahéliens, ce qui explique que certains (14% des enquêtés) ont retiré leurs enfants de l'école.

Une décision que renforce par endroit la fréquence des absences des enseignants qui prétendent de leur côté que les enfants ne sont pas sur place. Ainsi un cercle vicieux s'installe et explique la réticence des pasteurs à envoyer leurs enfants à l'école.

Une attitude fondée sur le fait que certains d'entre eux préfèrent voir leurs enfants derrière les troupeaux plutôt que d'y renoncer sans être sûr de la présence des enseignants. Les absences répétées des enseignants, demeure une entrave majeure selon les pasteurs, qui la considèrent comme traduisant une énorme perte de temps et de main-d'œuvre pour leurs activités.

Ensuite, suivent d'autres contraintes liées à l'insuffisance des ressources, comme le manque d'eau, la raréfaction des pâturages, ou encore la dispersion de l'habitat qui est

une caractéristique principale du mode de vie des éleveurs très soucieux d'espace pour le mouvement du bétail. Cette dispersion reste un facteur défavorable au maintien des enfants à l'école. Aussi, le soutien à la scolarisation, quelle que soit la politique, nécessite t-elle toujours un regroupement de l'habitat pour une meilleure optimisation des investissements dans l'éducation.

Ce paramètre important divorce souvent d'avec le choix des parents (39% de l'échantillon) qui refusent d'envoyer leurs enfants dans des écoles qui se situent à plus de deux kilomètres de leurs villages ou de leur campement. Il est certain que la distance entre les écoles et les villages ou les campements est également perçue comme un facteur important de sécurité pour les enfants.

4.1. Accompagner la scolarisation des enfants pasteurs : quelques propositions de pasteurs

Malgré des politiques et initiatives très louables au Sénégal pour permettre aux populations rurales d'accéder à l'éducation, de nombreux obstacles sont à lever tout en évitant de se laisser tenter par l'abandon. Face à cette situation, les pasteurs ont formulé une série de propositions. Parmi celles-ci, deux majeures :

- l'initiation et le développement de partenariats qu'ils considèrent comme étant un moyen important pour faciliter aux enfants des pasteurs d'aller à l'école. Depuis l'installation de la laiterie dans la zone, les éleveurs estiment que leurs enfants commencent à rester à l'école car les troupeaux ne transhument plus ou même s'il y a déplacement, le troupeau laitier est laissé sur place. Cela permet également aux enfants d'être scolarisés. Une majorité de 80% des enquêtés pensent que seul, le partenariat est en mesure de les aider à surmonter le défi de la scolarisation dans un monde globalisé où les enjeux multiples se mêlent les uns aux autres avec une mise à l'écart de tous ceux qui s'excluent par leur propre analphabétisme.

Le partenariat a aussi eu l'avantage de déboucher sur la réalisation d'infrastructures hydrauliques et éducatives, ce qui permet aux éleveurs de développer des cultures fourragères afin d'assurer l'alimentation du bétail et de lever ainsi une grande contrainte de l'élevage. Par

exemple c'est dans le cadre d'un partenariat avec la coopération japonaise (la JICA), que des écoles ont été construites avec la mise en place de cantines scolaires dans certaines communautés rurales au Sénégal, d'une part, et la réalisation de forages, combien utiles à l'abreuvement du bétail, d'autre part.

Malgré ces avantages, faut-il nécessairement que le "petit berger" aille à l'école pour ne plus suivre son troupeau ou bien existe-t-il des liens entre l'école et l'élevage ? se demandait un éleveur. Cette interrogation pleine de sens traduit à elle seule, toute la complexité de la problématique de la scolarisation des enfants pasteurs. D'où l'intérêt de :

- l'adaptation de l'offre de scolarisation au mode pastoral à cause du grand défi qui se pose car la temporalité pastorale est loin d'être en phase avec le calendrier scolaire. En effet, l'école apparaît comme trop coupée des rythmes sociaux et des préoccupations locales. Ce dont il faudrait tenir compte en mieux intégrant les réalités pastorales avec la transhumance qui constitue un moyen de survie pour cette forme d'élevage. Aussi, toute intervention de l'Etat, devrait-elle aller dans le sens de prendre en charge ces enfants lorsque toute la famille transhume. Dans ses déplacements, celle-ci compte beaucoup sur la main-d'œuvre que constituent les enfants qui jouent un rôle déterminant dans la surveillance des animaux et leur conduite en pâturage.

Face aux contraintes, les pasteurs restent plus que jamais convaincus que la dynamique partenariale constitue un vecteur de changement. D'ailleurs, ils ne manquent pas souligner assez souvent que si l'élevage ne s'est pas développé, c'est parce que son lait ne trouve pas de marché d'écoulement à sa dimension. Dans leurs attentes de l'élevage, ceux-ci souhaitent "un élevage qui se pratique là où l'on habite, si non il ne nourrit pas son homme".

4.2. Relation pastoralisme et école

La relation entre le pastoralisme et l'école souvent considérée comme relevant de la plus grande

incompatibilité, ne laisse aucunement lier l'avenir de celui au développement ou à la fréquentation de l'école. En effet, comme l'affirment certains spécialistes : *'' Les pasteurs les plus mobiles sont les plus performants au niveau de leur élevage, mais ils sont aussi les plus invisibles par l'Etat et les projets, les plus vulnérables sur le plan foncier, les plus marginalisés sur le plan des services de base ''* d'où l'intérêt d'une profonde réflexion sur leur capacité à négocier sérieusement avec des partenaires sur des projets d'élevage.

Les éleveurs saisissent le rôle de l'école dans les sociétés modernes en tant qu'outil de développement, et font part à ceux qui les écoutent de leur disposition à y envoyer leurs enfants. Ils ne refusent pas non plus la modernité. C'est ainsi que dans la zone d'étude, 92% des pasteurs enquêtés pensent que l'avenir de l'élevage pastoral réside dans l'école, comme en atteste le graphique ci-dessous.

Selon nos cibles, le monde d'aujourd'hui fonctionne sur la base de la connaissance et l'élevage en a besoin. Aussi, pour les pasteurs, l'école reste elle importante pour l'élevage qui est une activité assez complexe qui a besoin de l'apport de la science à laquelle l'école prépare les enfants. Cependant, un grand défi est à relever par rapport au calendrier des activités pastorales qui ne correspond pas avec celui de l'école, et toute scolarisation efficace devrait être conçue en fonction de cette réalité. En termes de perspectives, on perçoit se constituer une catégorie de pasteurs qui acceptent l'idée de moderniser l'élevage et semblent la mettre en relation avec l'école. Un regard sur le tableau ci-dessous renseigne sur cette situation et fait état d'un clivage assez nette sur cette question.

Tableau 3. Répartition des pasteurs selon le nombre d'enfants à l'école et la disposition à moderniser l'élevage

Effectifs	Combien d'enfants avez-vous à l'école			Total
	Tous	Certains	Aucun	
Etes-vous prêt à moderniser l'élevage dans votre zone ?				
Oui	24	15	43	82
Non	0	1	9	10
NSP	2	2	4	8
Total	26	18	56	100

Source : Gaye, 2012

Si la disposition à moderniser l'élevage est très forte avec 82% de l'échantillon, sa corrélation avec le nombre d'enfants à l'école n'est pas établie, car 43 pasteurs représentant plus de 50% de cette catégorie, n'ont aucun enfant à l'école. Nos résultats indiquent aussi que les pasteurs en majorité souhaitent la modernisation de leurs activités, tout en liant l'avenir du pastoralisme à l'école.

Tableau 4. Répartition des pasteurs selon le nombre d'enfants à l'école et la disposition à moderniser l'élevage

Effectif	L'avenir du pastoralisme est-il lié à l'école ?			Total
	Oui	Non	NSP	
Souhaitez-vous la modernisation de l'élevage ?				
Oui	54	2	25	81
Non	1	0	5	6
NSP	2	1	9	12
Total	57	3	39	99

Source : Gaye, 2012.

La grille de lecture qui fait de la mobilité un facteur d'exclusion des enfants pasteurs de toute scolarisation efficace et surtout de la distance de leur communauté à la

modernité en général est à relativiser. Une attitude qui s'impose car des études récentes font état d'une adaptation des sociétés dans leur contexte, contrairement à ce que l'on pourrait croire. En effet, comme mentionné par l'IIED :

Malgré le mode de vie particulier et l'isolement géographique des communautés pastorales (souvent établies dans des régions reculées et hostiles), elles se sont toutefois bien intégrées dans les processus mondiaux et se montrent en constante modernisation. Aujourd'hui, les pasteurs suivent les derniers cours du marché du bétail sur leurs téléphones portables, se servent de motos chinoises bon marché pour rejoindre leur troupeau éloigné et accompagnent leurs bêtes sur des centaines de kilomètres pour les vendre sur des marchés nationaux ou internationaux".

L'environnement global du partenariat marqué par l'effet combiné de la complexité de la problématique de l'accès à l'école des enfants de pasteurs, la réticence de certains parents et tant d'autres contraintes rencontrées, ne lui a pas pour autant empêché d'influencer les pasteurs à scolariser leurs enfants. Même s'il est difficile de mesurer ces progrès par absence de données antérieures sur le taux de scolarisation avant l'arrivée de la LdB, les pasteurs estiment que depuis l'implantation de la laiterie, il est observé une volonté plus affirmée des parents à envoyer leurs enfants ou une partie de ceux-ci à l'école.

Du point des tests d'hypothèse, l'application du Khi- deux a permis de constater une valeur de Phi de 0,430 permettant d'affirmer l'existence d'une relation relativement forte entre la disposition à moderniser l'élevage et la perception de l'avenir du pastoralisme très associé çà l'école.

Encadré1.Un éleveur du village de Mery se confie

Aujourd'hui, on négocie le litre de lait à 200 FCFA alors qu'un litre d'eau (minérale) se vend à 600 FCFA. Cette situation traduit à elle seule toute notre ignorance parce que qu'on n'a pas fait les bancs et c'est ce qu'on veut et doit éviter à nos enfants. Moi, tous mes enfants sont à l'école parce que j'ai vu l'importance de l'enseignement sur le développement. Si tu n'étudies pas tu n'es pas considéré dans ce monde. Même pour sortir un numéro de téléphone j'appelle ma fille qui est en CM2. Vous venez tout de suite de me demander si j'ai des terres, je ne sais même pas comment faire pour en obtenir. Et si j'avais étudié, je ne serais pas là ou du moins j'aurais initié des projets dans ce village. L'école est importante pour l'élevage je

L'établissement du partenariat entre la LdB et les pasteurs de la vallée a eu sans doute l'avantage de rapprocher deux positions longtemps distantes notamment celle de l'Etat et celle des pasteurs.

Il est admis au Sénégal, que l'intervention de l'Etat dans le secteur de l'élevage a plus procédé par des investissements dans l'hydraulique pastorale réalisés dans le Ferlo, qu'elle n'a cherché à promouvoir une véritable émancipation des pasteurs. La réorganisation de la mobilité autour du réseau des forages a été sa préoccupation principale. (Barral, 1982; Diop *et al.* 2003). Les conséquences d'une telle option furent nombreuses notamment sur le plan environnemental avec la concentration du bétail autour des forages ce qui a entraîné des problèmes de surcharge animale.

L'autre pilier de cette politique est la santé animale, à travers des campagnes de vaccination. Celles-ci ont été pour l'Etat un moyen de contrôle des éleveurs et de leurs troupeaux, d'une part, et constituent une cause de forte croissance du cheptel, d'autre part. Ces deux visées ont occulté toute ambition de faire de la scolarisation des enfants des pasteurs une priorité, ce qui fait que ces communautés comptent aujourd'hui une grande majorité d'analphabètes. C'est pourquoi les rapports des pasteurs à l'école restent empreints de préjugés quant à l'utilité sociale de celle-ci, surtout quand sa fréquentation effective devient difficile à concilier avec leur mobilité.

Conclusion

Cette étude sur le partenariat entre pasteurs de la vallée du fleuve et la LdB, tout en mettant en évidence les avantages économiques que les pasteurs en tirent, laisse aussi entrevoir quelques avancées qualitatives, notamment la perception positive de l'école par ceux-ci.

La perception des enjeux de développement globaux de leur terroir et des différentes formes de compétition dans lesquelles est engagé involontairement le pastoralisme, sont des facteurs qui interpellent le pasteur sur sa relation avec l'école.

Les besoins quotidiens de tenue de cahiers dans le cadre de la comptabilité du ménage par rapport aux quantités de lait fournies et de ses emprunts en aliments de bétail entre autres, renseignent sur l'intérêt d'avoir des enfants instruits à ses côtés si l'on ne sait pas lire soi-même. Dans cette optique, les pasteurs font état de bonnes dispositions à envoyer leurs enfants à l'école (pour ceux qui ne l'ont pas encore fait) et mieux, à s'engager dans une dynamique de modernisation de leur activité. Si certains pasteurs manifestent encore une réticence à renoncer, une partie de l'année, à la main-d'œuvre au profit de l'école et craignent pour le maintien de leur mode de vie, ils restent cependant, assez ouverts aux efforts de scolarisation si toutefois ils étaient orientés vers une intégration effective de la mobilité. Leur prise de conscience de leurs faibles capacités de négociation et les enjeux prioritaires qu'ils mettent en avant notamment le mode de conduite du troupeau, le recours aux aliments usinés pour le bétail et la gestion des périmètres aménagés qui concurrence leurs besoins de pâturage, sont autant de facteurs majeurs qui plaident pour une scolarisation de leurs enfants.

BIBLIOGRAPHIE

Barral, H. et al. (1983).

Systèmes de production d'élevage au Sénégal dans la région du Ferlo : synthèse de fin d'études d'une équipe de recherches pluridisciplinaire, ORSTOM.

Santoir, C., 1982. Raison pastorale et développement (les problèmes des Peul sénégalais face aux aménagements), ORSTOM, Paris.

Bonnet & Guibert (2011) Éléments d'analyse régionale pour le Tchad, le Niger et le Mali. <http://www.iram-fr.org/pdf-publications/506.pdf>)

Barry, NA. (2009).

Gaye, ID. (2010).

Savoirs écologiques traditionnels et approches normatives de l'environnement au Sénégal : un cadre d'analyse du comportement écologique des producteurs du lac de Guiers. Thèse de doctorat, faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

L'élevage transhumant a-t-il encore un avenir ? In Revue inter-réseau développement rural, Bulletin de veille n°149 - Pastoralisme, agro pastoralisme et alimentation du bétail au Sahel - 8 septembre 2009.

http://www.evenement-bf.net/pages/societe_150.htm.

Magrin, M. Ninot, O. et Césaró, JD. (2011)

L'élevage pastoral au Sénégal entre pression spatiale et mutation commerciale. Mappemonde, revue trimestrielle sur l'image géographique et les formes du territoire. N° 103, mars, 2011.

Modernité et mobilité. L'avenir de la production animale dans les zones arides de l'Afrique, Oct 2009 - IIED et SOS Sahel. Pilon, M. (2003).

Confiage et scolarisation en Afrique de l'ouest : un état des connaissances IRD.

Plan cadre national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants en priorisant les pires formes de travail des enfants. 2006.

BIT. Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

BIT. Convention n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (Entrée en vigueur: 19 juin 1976) Adoption: Genève, 58ème session CIT (26 juin 1973).